

Le Bio, un choix positif pour toute la société



Jules
Piroux

Mai
2023

Les
cahiers du
CJM

Centre Jacky Morael

Le Centre Jacky Morael (CJM) appuie Ecolo dans son engagement au service des grandes causes d'aujourd'hui : l'effort contre le dérèglement climatique, la lutte contre toutes les formes d'inégalités et d'injustice, le redéploiement d'une économie durable et prospère et le renouveau de la démocratie et de la participation citoyenne.

Résumé

- La production et la consommation alimentaires Bio offrent des avantages au niveau de la santé humaine, de l'environnement, du bien-être animal et assurent la durabilité des écosystèmes nourriciers pour les générations futures.
- Le Bio est un objectif politique porté à tous les niveaux de pouvoir, depuis le Green Deal européen qui vise 25 % de superficie agricole en Bio d'ici 2030, jusqu'au gouvernement wallon qui l'a inscrit dans sa déclaration de politique régionale en renchérissant à 30 %.
- Le Bio progresse d'ailleurs partout dans le monde. Sur dix ans (2011-2021), l'agriculture biologique a doublé en Wallonie et a progressé de 50 % au sein de l'Union européenne. Les ventes Bio européennes ont augmenté de 15 % durant la seule année 2020.
- Mais l'année 2022 a été marquée par une forte inflation et le marché du Bio a reculé pour la première fois depuis plus de 20 ans.
- Des politiques en faveur du Bio doivent être mises en place tant au niveau de l'offre que de la demande : que ce soit par un soutien à la production, un rééquilibrage des prix, un encouragement à la consommation, un renforcement de la recherche et des formations, une augmentation des communications en faveur du Bio, un accompagnement à la structuration des filières et à la commercialisation Horeca, une amélioration des contrôles et une participation élargie au secteur Bio.

Table des matières

<u>Quelques chiffres sur l'alimentation biologique</u>	4
<u>1. Introduction</u>	6
<u>2. Pourquoi ? Les avantages de produire et de consommer une alimentation Bio</u>	8
2.1. Pour la santé humaine : une alimentation de qualité	8
2.2. Pour les écosystèmes : la biodiversité, les eaux et l'air	9
2.3. Pour le bien-être animal	11
2.4. Pour les générations futures	11
<u>3. Où en est-on? L'état des lieux des productions et des consommations alimentaires Bio</u>	12
3.1 La production Bio	12
3.2 La consommation Bio	14
<u>4. Quel chemin parcourir ? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio</u>	16
4.1 La production alimentaire Bio	17
4.2 Les prix de l'alimentation Bio	18
4.3 Le marché de la consommation Bio	21
4.4 La chaîne de transformation	22
4.5 Les contrôles Bio et la sécurité	23
4.6 La participation pour le Bio	24
<u>5. Conclusion</u>	25

Quelques chiffres sur l'alimentation biologique

Le Bio
Aujourd'hui c'est :



2 000 FERMES ET 12 %
DES SUPERFICIES AGRICOLES EN WALLONIE

Les objectifs
wallons et européens
pour le Bio en 2030 :



5.000 FERMES ET 30 %
DES SUPERFICIES AGRICOLES EN WALLONIE

30 % DES ŒUFS
25 % DES LÉGUMINEUSES
12 % DES LÉGUMES FRAIS
CONSOMMÉS EN BELGIQUE



UNE PROGRESSION DE **50 %**
DE L'AGRICULTURE BIO
EN 10 ANS AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

UNE PROGRESSION DE
15 % DES VENTES
ALIMENTAIRES
SUR L'ANNÉE 2020
POUR LE MARCHÉ EUROPÉEN,
AVEC UN TOTAL DE 45 MILLIARDS €



15 % DES PARTS DU
MARCHÉ ALIMENTAIRE
(ACTUELLEMENT 5 %) EN WALLONIE

25 % DE LA
SUPERFICIE AGRICOLE
EUROPÉENNE

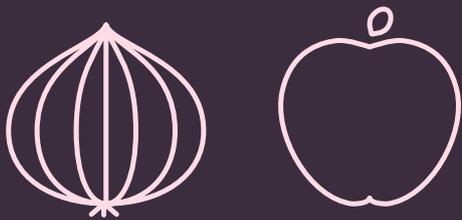
L'AGRICULTURE EUROPÉENNE PEUT NOURRIR
TOUTE SA POPULATION
AVEC UNE AGRICULTURE BIO

Alimentation

Bio :



L'AGRICULTURE BIO WALLONNE A
DOUBLÉ EN DIX ANS



-25 % DE CANCER

DES ÉTUDES MONTRENT UNE MEILLEURE
SANTÉ POUR LES PERSONNES QUI
CONSOMMENT PRINCIPALEMENT BIO



**BIEN-ÊTRE
ANIMAL RENFORCÉ**

LES ANIMAUX CERTIFIÉS EN BIO SONT
NOURRIS AVEC DES ALIMENTS 100 % BIO
(SANS PESTICIDES, NI OGM) ET ONT UN ACCÈS
GARANTI À L'EXTÉRIEUR ET UN ESPACE
MINIMAL ASSURÉ



EAUX PURES

IL N'Y A AUCUN COÛT DE DÉPOLLUTION,
GRÂCE À L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Alimentation

Chimique :



LA BELGIQUE CONSOMME
**2 FOIS PLUS DE
PESTICIDES**
QUE LA MOYENNE EUROPÉENNE



90 % DE LA POPULATION
WALLONNE
EST CONTAMINÉE
PAR DES RÉSIDUS DE PESTICIDES.
OR, IL Y A UN LIEN DIRECT ENTRE
LES PESTICIDES ET CERTAINES MALADIES
ET CANCERS

LES PESTICIDES SONT UNE DES CAUSES
PRINCIPALES DE LA DESTRUCTION DE
**75 % DES INSECTES
VOLANTS ET DE 60 %
DES EFFECTIFS DES
OISEAUX**

DES MILIEUX AGRICOLES EN MOINS
DE 40 ANS

EAUX POLLUÉES

70 % DES MASSES D'EAU SOUTERRAINES
WALLONNES SONT CONTAMINÉES PAR
DES PESTICIDES

Sources : BioWallonie et APAQ-W, « Les chiffres du Bio 2021 », 2022.

Baudry et al., Association of frequency of organic food consumption with cancer risk : Findings from the NutriNet-Santé prospective cohort study. JAMA internal medicine. 2018.

Inserm. « Pesticides et effets sur la santé : Nouvelles données ». Collection Expertise collective, Montrouge : EDP Sciences, 2021.

Hallmann C.A., et al, More than 75 percent decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas. PLOS ONE, 12 (10), 2017.
<https://www.natagora.be/agriculture/crise-biodiversite>.

<http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorsheets/EAU%201.html>.

1 Introduction

Dans sa forme contemporaine, l'agriculture biologique apparaît comme un mouvement social pour la paix et la protection de la vie. Il est lancé au Royaume-Uni après la seconde guerre mondiale, alors que la chimie et la motorisation issues de l'industrie militaire sont réemployées dans les champs pour produire de la nourriture intensivement, tout en détruisant les cycles naturels de production, la biodiversité, l'environnement et globalement la santé. En figure de proue du mouvement, l'agricultrice Eve Balfour, déterminée à protéger la vie des sols, la biodiversité, l'environnement et le bien-être animal, s'appuie sur le principe "One Health : la santé du sol, des plantes, des animaux et des humains est une et indivisible"¹.

Le mouvement pour une agriculture biologique pose les bases d'une économie alimentaire saine et juste. Il organise la concertation entre les producteurs-productrices qui produisent une alimentation saine tout en préservant les écosystèmes et les consommateurs-consommatrices qui fixent une valeur supérieure pour la production alimentaire biologique. Le mouvement se développe dans les années 1960 en France et 1970 en Belgique, notamment avec l'association Nature et Progrès. Dans les années 1990, le label Bio européen est reconnu avec un cahier des charges strict, interdisant l'usage de pesticides, d'engrais chimiques de synthèse et d'OGM ; au profit des engrais organiques, des rotations longues de cultures, de la lutte biologique contre les maladies et les ravageurs et de normes supérieures pour le bien-être des animaux².

Le mouvement pour une agriculture biologique pose les bases d'une économie alimentaire saine et juste.

Aujourd'hui, augmenter la production et la consommation alimentaire Bio est un objectif politique largement répandu pour garantir un approvisionnement alimentaire autonome, local et durable ; améliorer la résilience des fermes et l'adaptation des écosystèmes aux dérèglements climatiques ; garantir l'accès à une ressource en eau potable et à un air sain ; contribuer à enrayer la destruction de la biodiversité et ses conséquences sur l'augmentation des zoonoses, comme le Covid ; et de manière générale pour améliorer notre santé, dont celle des agriculteurs et agricultrices. L'Union européenne en a fait un objectif phare de son Pacte vert et veut atteindre 25 % de la superficie agricole européenne en Bio d'ici 2030³. La Wallonie a poussé les objectifs pour l'agriculture et l'alimentation Bio d'ici 2030, à 30 % de la superficie agricole en Bio, à près de 5.000 exploitations agricoles en Bio, à 1.500 entreprises trans-

1 - Le principe One Health est développé par les travaux de l'agronome Albert Howard.

2 - Les animaux Bio ont eux aussi une alimentation Bio, accès à l'extérieur avec davantage d'espace par animal, un usage de médicaments limité, une reproduction plus naturelle (césarienne limitée à 20% max.), une espérance de vie plus longue.

3 - European Union, Farm to Fork Strategy, For a fair, healthy and environmentally-friendly food system, 2020, pp.9-11.

1 Introduction

formatrices en Bio, et à 15 % de part de marché des produits alimentaires en Bio.

Mais les mesures actuelles ne suffisent pas à atteindre les objectifs fixés pour le Bio. L'année 2022 a même vu une légère contraction des parts de marché Bio en Belgique, avec -0,1 % des volumes pour les biens de consommation fréquente, selon la récente enquête de GfK⁴. Par ailleurs, la Belgique reste parmi les pays qui utilisent le plus de pesticides au monde ; c'est 2 fois plus par hectare de cultures que la moyenne européenne et 3,5 fois plus que dans le monde⁵. Ainsi, tant la conjoncture actuelle que la structure du marché agroalimentaire belge demandent des mesures politiques pour renforcer le Bio.

4 - Le Soir, Julien Bosseler, « Comment l'inflation a réellement influencé notre consommation », 7 février 2023.

5 - La Belgique devrait diviser par 4 son utilisation de pesticides pour atteindre les objectifs européens du Pacte vert. La consommation moyenne de pesticides par hectare en Belgique est de 6,3kg, alors qu'elle est de 3,3kg au sein de l'Union européenne et de 1,8kg au niveau mondial. Source : FAOStat, 2020.

2 Pourquoi?

Les avantages de produire et de consommer une alimentation Bio

L'agriculture biologique permet de produire notre alimentation tout en préservant les écosystèmes agricoles. Les agriculteurs et agricultrices qui utilisent cette méthode biologique visent à comprendre et à interagir avec les écosystèmes agricoles pour bénéficier de leurs services et produire une alimentation de qualité, sans l'utilisation de produits chimiques (herbicides, fongicides, insecticides et engrais de synthèse), ni d'amendements minéraux, ni d'OGM⁶. Les techniques employées sont par exemple l'apport d'engrais organiques, la lutte biologique contre les nuisibles, les rotations et les mélanges de cultures. Ceci leur permet davantage d'autonomie et de résilience sur la ferme et garantit une production alimentaire saine sur du long terme.

Des études récentes montrent une meilleure santé pour les personnes qui consomment principalement Bio, avec un taux de cancer inférieur de 25 %.

2.1 Pour la santé humaine : une alimentation de qualité

L'agriculture Bio protège la santé des consommateurs et consommatrices via une alimentation de qualité, sans résidus de produits toxiques⁷. L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) établit, dans son dernier rapport (2021), que sur 100.000 échantillons alimentaires prélevés, non-Bio et Bio, 53 % d'entre eux ne contiennent aucune trace de pesticides mesurables, tandis que 45 % en contiennent au moins une, 27 % en contiennent deux ou plus et 2 % d'entre eux dépassent la limite maximale autorisée. Elle précise que les aliments Bio ont eux, une probabilité de 87 % d'être sans aucune trace, de 12 % de contenir au moins une trace faible et de 1 % de résidus de pesticides dépassant la norme maximale⁸.

Des études récentes montrent une meilleure santé pour les personnes qui consomment principalement Bio, avec un taux de cancer inférieur de 25 %, comparé à une alimentation produite avec des produits chimiques classiques (herbicides, fongicides et insecticides)⁹. C'est particulière-

6 - Selon la définition du dernier Règlement européen à cet égard (2018) : « La production biologique est un système global de gestion agricole et de production alimentaire qui allie les meilleures pratiques en matière d'environnement et d'action pour le climat, un degré élevé de biodiversité, la préservation des ressources naturelles et l'application de normes élevées en matière de bien-être animal et des normes de production élevées répondant à la demande exprimée par un nombre croissant de consommateurs désireux de se procurer des produits obtenus grâce à des substances et à des procédés naturels. La production biologique joue ainsi un double rôle sociétal : d'une part, elle approvisionne un marché spécifique répondant à la demande de produits biologiques émanant des consommateurs et, d'autre part, elle fournit des biens accessibles au public qui contribuent à la protection de l'environnement et du bien-être animal ainsi qu'au développement rural ». Règlement UE 2018/848 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018R0848&from=FR>

7 - Les contaminations des aliments Bio sont le fait de dérives accidentelles issues des exploitations chimiques voisines des parcelles Bio, ou de défauts de stockage.

8 - EFSA (European Food Safety Authority), Carrasco Cabrera L and Medina Pastor P, 2021. The 2019 European Union report on pesticide residues in food. EFSA Journal, 2021; 19(4):6491, 89pp. <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2021.6491>

ment le cas pour le cancer du sein post ménopause, avec -34 %, et pour tous les lymphomes, avec une réduction du risque entre -75 % et -85 % (c'est-à-dire entre 4 à 6 fois plus sécurisé), grâce à une consommation principalement Bio¹⁰. De plus, le risque de vivre avec de l'obésité est augmenté de 30 % et de 20 % pour le diabète de type 2 et les accidents vasculaires cérébraux. Cette corrélation entre l'obésité et les aliments cultivés avec des pesticides seraient expliqués par le caractère "obésogène" de ces pesticides et le manque d'Oméga 3 et d'antioxydants qu'ils induisent sur les aliments¹¹.

2.2. Pour les écosystèmes : la biodiversité, les eaux et l'air

La biodiversité

L'agriculture biologique permet de produire notre alimentation tout en préservant les écosystèmes et la vie microbologique des sols. A l'inverse, l'agriculture chimique limite les interactions naturelles en spécialisant les cultures (monocultures), en supprimant la concurrence et la coopération naturelles (par des insecticides, herbicides et fongicides) et en compensant avec des intrants chimiques (engrais de synthèse) et minéraux. Ces pratiques agricoles figurent parmi les causes principales de la destruction de la biodiversité. C'est ce qu'indiquent les résultats de nombreuses études qui constatent la destruction de 75 % des insectes volants entre 1990 et 2016 et de 60 % des effectifs des oiseaux communs des milieux agricoles, pour la Wallonie entre 1990 et 2018¹².

L'élevage biologique garantit à chaque animal un espace de vie supérieur à celui des élevages non-Bio. Ceci offre aux animaux d'élevage un meilleur cadre de vie et permet à la biodiversité de cohabiter. C'est le cas pour la faune et la flore sauvages dans les prairies. De même, l'agriculture Bio préserve la biodiversité dans les champs, ce qui permet de lutter naturellement contre les ravageurs et les maladies. Il s'agit d'ailleurs de l'un des meilleurs moyens de lutter contre l'apparition de pandémies, comme le Covid-19¹³. En outre, la biodiversité préservée permet d'assurer naturellement la pollinisation des cultures.

9 - Kesse-Guyot E., et al., Prospective association between consumption frequency of organic food and body weight change, risk of overweight or obesity: Results from the NutriNet-Santé Study. *British Journal of Nutrition*, 2017 ; Baudry J., et al., Association between organic food consumption and metabolic syndrome: cross-sectional results from the NutriNetSanté study, *Eur J Nutr*, 2018 ; Baudry J., et al., Association of frequency of organic food consumption with cancer risk: Findings from the NutriNet-Santé prospective cohort study. *JAMA internal medicine*. 2018 ; Sun Y., et al., Inverse Association between Organic Food Purchase and Diabetes Mellitus in US Adults. *Nutrients*, 2018.

10 - Rapport d'expertise collective INSERM, «Pesticides et santé», 2013.

11 - Barański M., Średnicka-Tober D., Volakakis N., Seal C., Sanderson R., Stewart G. B., Benbrook C., Biavati B., Markellou E., et Giotis C., « Higher antioxidant and lower cadmium concentrations and lower incidence of pesticide residues in organically grown crops: a systematic literature review and meta-analyses », in *British Journal of Nutrition*, Volume 112, Issue 5, 14 September 2014, pp. 794 – 811. DOI : <https://doi.org/10.1017/S0007114514001366>.

12 - De même, la Directive européenne sur l'état de la conservation des espèces d'intérêt communautaire montre que plus de 70 % de celles-ci sont menacées en Wallonie et 100 % de leurs habitats, dont 15 % sont en zone agricole. Voir le [rapport 2019 sur la Directive européenne « Habitats »](#); Hallmann C.A., et al, (2017). More than 75 percent decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas. *PLOS ONE*, 12 (10); <https://www.natagora.be/agriculture/crise-biodiversite>.

13 - IPBES, <https://ipbes.net/pandemics>, 2020.

2 Pourquoi? Les avantages de produire et de consommer une alimentation Bio

Les eaux

L'agriculture chimique a contaminé 70 % des masses d'eau souterraines en Wallonie par des pesticides et des nitrates.

L'agriculture Bio préserve la qualité des eaux, ce qui évite tous les coûts de dépollution. L'agriculture chimique a contaminé 70 % des masses d'eau souterraines en Wallonie par des pesticides et des nitrates, principalement issus des engrais azotés de synthèse chimique¹⁴. La Wallonie doit déclasser 30 % de ses masses d'eau parce qu'elles contiennent trop de pesticides¹⁵. Les traitements pour dépolluer ces eaux des pesticides et des nitrates présents, et en assurer la potabilité, impliquent un surcoût minimal de 3 millions d'euros par an, sans compter les coûts de sensibilisation et de protocole des contrôles des laboratoires¹⁶. Tous ces coûts sont actuellement répercutés sur les consommatrices et consommateurs et sur les contribuables.

L'air

En Wallonie, une étude récente a montré que plus de 90 % des adultes et des enfants ont dans leurs urines au moins un résidu de pesticides¹⁷. L'utilisation de pesticides dans l'agriculture entraîne une contamination aérienne diffuse sur les riverains et les riveraines et une contamination concentrée sur les agricultrices et les agriculteurs. Un consensus scientifique établit un lien direct entre l'exposition extrême aux pesticides et six pathologies : lymphomes non hodgkiniens (LNH), myélome multiple, cancer de la prostate, maladie de Parkinson, troubles cognitifs, bronchopneumopathie chronique obstructive et bronchite chronique¹⁸.

Les études épidémiologiques permettent de conclure à une présomption forte de lien entre l'exposition aux pesticides de la mère pendant la grossesse ou de l'enfant et le risque de certains cancers, en particulier les leucémies et les tumeurs du système nerveux central. Le lien entre les (insecticides) organophosphorés et l'altération des capacités motrices, cognitives et des fonctions sensorielles de l'enfant est confirmé et les nouvelles études sur les pyréthrinoides mettent en évidence un lien entre l'exposition pendant la grossesse et l'augmentation des troubles du comportement de type internalisé tels que l'anxiété chez les enfants¹⁹.

14 - [http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorssheets/EAU%2014.eew-sheet.html#
http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorssheets/EAU%201.html#
http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorssheets/EAU%2017.html#](http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorssheets/EAU%2014.eew-sheet.html#http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorssheets/EAU%201.html#http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorssheets/EAU%2017.html#)

15 - Les pesticides concernés dans les dépassements des normes sont issus de pollutions historiques (p. ex. Atrazine, interdit depuis 2001 mais encore très présent dans l'eau) ou actuelles (Bentazone, utilisé en betteraves).

16 - <https://www.unab-bio.be/je-protège-l-eau-de-wallonie>; AQUAWAL, Rapport final NiPest, "Analyse des coûts supplémentaires liés aux nitrates, aux pesticides, et à d'autres polluants d'origine anthropique présents dans les captages d'eau souterraine potabilisable", 2021.

17 - Issep, Biomonitoring wallon, 2021. La ministre de l'environnement ECOLO, Céline Tellier, a mis en place une étude sur la Wallonie pour quantifier les polluants retrouvés dans le sang ou l'urine des citoyennes et citoyens.

18 - Inserm. Pesticides et effets sur la santé : Nouvelles données. Collection Expertise collective. Montrouge : EDP Sciences, 2021.

19 - Idem.

L'agriculture et l'élevage Bio procurent une qualité de vie supérieure aux animaux d'élevage.

2.3. Pour le bien-être animal

En plus de préserver la biodiversité sauvage, l'agriculture et l'élevage Bio procurent une qualité de vie supérieure aux animaux d'élevage, en comparaison aux élevages classiques. D'abord, les animaux certifiés Bio mangent eux-mêmes des aliments 100 % Bio, sans pesticides, ni OGM²⁰. Ensuite, les animaux certifiés Bio ont un accès assuré à l'extérieur, à l'air libre et en pâtures, avec un espace minimal garanti par le cahier des charges pour chaque animal²¹. En outre, les pratiques d'isolement, d'attache et d'élevage en cage sont interdites.

Enfin, les élevages Bio sont composés de races rustiques, plus adaptées aux cycles naturels : vie en plein air, résistances aux maladies, facilité de mise bas et limitation des césariennes. Les animaux Bio ne sont pas traités préventivement. L'animal malade est soigné par un traitement allopathique uniquement après diagnostic et prescription vétérinaires. Et il y a, en fonction de l'animal, un maximum d'un à trois traitements sur le cours de sa vie pour qu'il reste labellisé Bio. L'élevage Bio permet donc d'éviter le danger d'adaptation des agents pathogènes aux antibiotiques, ce qui représente une importante menace sanitaire dans les années à venir²².

2.4. Pour les générations futures

Les prédictions du GIEC annoncent une baisse potentielle de la production agricole dans nos régions. Elles seraient principalement causées par les pratiques agricoles dominantes, chimiques et industrielles, qui dégradent l'environnement productif et dérèglent le climat (assèchement, inondations). À l'inverse, l'agriculture Bio garantit une production alimentaire durable, car elle préserve les écosystèmes nourriciers. L'Institut pour le Développement Durable et les Relations Internationales a ainsi publié une étude prospective selon laquelle une agriculture européenne totalement agroécologique et Bio, sans intrants de synthèse, ni pesticides, serait capable de nourrir la population européenne dans son ensemble et durablement, avec un régime alimentaire davantage végétal²³.

L'agriculture européenne peut nourrir de manière biologique toute sa population.

20 - À noter que pour l'alimentation animale, c'est à 95 % Bio pour les volailles et les porcs et non 100 % comme pour les autres animaux.

21 - Par exemple, les poulets en élevage Bio ont 2 fois plus d'espace qu'en élevage intensif.

22 - Cassini et al., «Attributable deaths and disability-adjusted life-years caused by infections with antibiotic-resistant bacteria in the EU and the European Economic Area in 2015: a population-level modelling analysis», *The Lancet Infectious Diseases*, 2019, vol.19, issue 1, p. 55-56.

23 - Poux X. et Aubert P.-M., « Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine », IDDRI, SciencePo Paris, 2018.

3 Où en est-on?

L'état des lieux des productions et des consommations alimentaires Bio

3.1 La production Bio

Monde

En 2020, 75 millions d'hectares étaient cultivés en Bio dans le monde par 3,4 millions de producteurs et productrices. Ceci représente 1,6 % des terres agricoles mondiales, avec une progression de 3 millions d'hectares par rapport à 2019.

Union européenne

Au sein de l'Union européenne, l'agriculture Bio a progressé de 50 % en 10 ans pour atteindre 15 millions d'hectares, soit 9 % de la superficie agricole européenne. L'Autriche, l'Estonie et la Suède sont déjà à 26 %, 22 % et 20 % respectivement de leur superficie agricole nationale. Dans l'UE, les cultures arables représentent 45 % des surfaces Bio, les prairies 42 % et le reste sont des cultures pérennes (vergers). Les élevages Bio augmentent aussi continuellement en UE pour atteindre 5 % de l'élevage bovin par exemple.

Wallonie

En dix ans, l'agriculture biologique wallonne a doublé son nombre de fermes et sa superficie. En 2021, nous avons 2.000 fermes certifiées en agriculture biologique (16 %), sur 92.000 hectares (12 %)²⁴.

En dix ans, l'agriculture biologique wallonne a doublé.

24 - <https://www.apaqw.be/sites/default/files/uploads/Actualites%20presse/2022/sb22chiffresbio2021.pdf>.

Figure 1 : Évolution de la superficie (ha) et du nombre de fermes bio en Wallonie



Le territoire agricole wallon en Bio est composé de prairies permanentes (65 %) et temporaires (8 %) à trois-quarts (73 % = 67.000 hectares), des grandes cultures à un-quart (22,5 % = 20.000 hectares) et des légumes (3 % = 2.500 hectares) et des fruits (0,7 % = 700 hectares).

Les grandes cultures Bio ont quadruplé en dix ans. En 2021, la moitié des grandes cultures Bio sont des céréales (sur 10.000 hectares), ce qui représente 5 % des céréales wallonnes. Les autres grandes cultures Bio sont à 34% des cultures en mélange (céréales et légumineuses), 11 % des cultures fourragères, 4 % des pommes de terre, 2 % des oléagineux et 1 % des protéagineux. Les pommes de terre Bio représentent 2 % de cette culture, soit 900 hectares (sur 40.000). La moitié des pommes de terre cultivées en Bio sont destinées à la transformation et l'autre moitié au marché du frais. En conventionnel, environ 85 % des pommes de terre sont destinées à la transformation.

En Wallonie, l'élevage Bio représente 10 % du cheptel bovin, 40 % du cheptel ovin et 20 % du cheptel caprin : 21.000 vaches laitières, 24.000 bovins viandeux et 60.000 bovins intermédiaires ; 26.000 moutons ; et 3.000 chèvres. L'élevage porcin Bio s'élève à 15.000 porcs gras par an, avec 1.100 truies. La filière avicole Bio a commercialisé plus de 4 millions de volailles en 2021, majoritairement par poulaillers de 4.800 poulets de chair et de plus en plus de petits poulaillers mobiles de 200 poulets apparaissent. Les poules pondeuses wallonnes Bio sont au nombre de 360.000. L'aquaculture Bio wallonne représente moins de 2 tonnes de poissons commercialisés en 2021. Enfin, la Wallonie compte également 28 ruches certifiées Bio, en 2021.

3.2 La consommation Bio

Monde

La consommation mondiale d'aliments Bio a triplé en 10 ans pour atteindre 120 milliards d'euros en 2020.

Union européenne

Les ventes européennes ont progressé de 15 % en un an, avec un total de 45 milliards d'euros en 2020. La part du Bio dans les marchés alimentaires nationaux est de 13 % pour le Danemark (384€), 11 % pour l'Autriche (254€), 9 % pour le Luxembourg (285€) et la Suède (212€) et 6 % pour la France (188€) et l'Allemagne (180€), alors qu'elle est de 3 % en Belgique (77€).

Wallonie

En Wallonie, 98 % de la population a acheté au moins une fois un aliment Bio en 2021²⁵. Et 77 % de la population dit avoir l'intention de consommer davantage Bio à l'avenir. La part du Bio dans le marché alimentaire wallon est actuellement de 5 % ; un ménage wallon dépense en moyenne 121€ en produits bio, par an. En 2021, les ménages wallons ont dépensé 440 millions d'euros, avec une croissance continue depuis 2016, pour un montant total de plus de 8 milliards d'euros en alimentation. Certains aliments sont davantage consommés comme les œufs (30 %), les légumineuses (25 %) ou encore les légumes frais (12 %) et une forte consommation des produits laitiers Bio.

77% de la population dit avoir l'intention de consommer davantage Bio à l'avenir.

3 Où en est-on ? L'état des lieux des productions et des consommations alimentaires Bio

En Wallonie, la distribution de l'alimentation Bio se fait principalement par les supermarchés (50 %), les magasins Bio spécialisés (30 %), les petites épiceries et boucheries (15 %) et enfin les marchés locaux et les ventes directes en fermes représentent 5 % des dépenses Bio totales et sont en augmentation. On compte 700 préparateurs-transformateurs / préparatrices-transformatrices certifié-es Bio, 360 distributeurs / distributrices, 75 importateurs / importatrices, plus de 400 points de vente et 30 lieux de restauration²⁶.

La situation en 2023

La situation actuelle avec les hausses des prix de l'énergie, depuis que la Russie a envahi militairement l'Ukraine, met une pression plus grande sur le marché alimentaire et particulièrement sur les aliments Bio. Un léger ralentissement a été enregistré pour 2022 : -0,1 % des volumes pour les aliments fréquemment consommés²⁷. Cette contraction est plus forte pour les magasins spécialisés en Bio ou les magasins à la ferme, au point que certains ont dû fermer. Le secteur Bio s'inquiète légitimement et a besoin de mesures ciblées pour regagner sa progression historique.

26 - SPW - Portail de l'Agriculture Wallonne, consulté en novembre 2022, <https://agriculture.wallonie.be/certification>
27 - Le Soir, Julien Bosseler, « Comment l'inflation a réellement influencé notre consommation », 7 février 2023.



4 Quel chemin parcourir?

Les recommandations politiques
pour encourager les productions et
les consommations alimentaires Bio

4 Quel chemin parcourir ? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio

4.1. La production alimentaire Bio

L'agriculture biologique produit des quantités alimentaires par hectare qui sont actuellement plus faibles que les productions alimentaires de l'agriculture chimique²⁸. Par exemple, la production herbagère Bio correspond à 90 % de la production herbagère qui emploie de la chimie, à 80 % pour les fruits et légumes, oléagineux, betteraves et tournesols, à 70 % pour les pommes de terre, à 65 % pour les protéagineux, à 55 % pour le colza et à 50 % pour les céréales²⁹. Les pratiques agricoles biologiques sont toujours perfectibles et le potentiel de progression est important, car la recherche agronomique biologique a été délaissée au profit de l'agriculture chimique, depuis 70 ans.

• **Recommandation Investir dans la recherche agronomique biologique, à hauteur des objectifs fixés.** Actuellement, 30 % minimum du budget pour la recherche agronomique devrait être concentré sur l'agriculture biologique³⁰. L'amélioration et la sécurisation des rendements obtenus augmenteront l'avantage comparatif en faveur de la production alimentaire biologique³¹.

Les pratiques agricoles biologiques demandent des compétences et des connaissances agronomiques élevées pour comprendre et favoriser les équilibres productifs naturels (associations de plantes, rotations de cultures, luttés intégrées contre les parasites et les maladies). Il est donc également nécessaire de disposer des formations et des conseils adaptés.

• **Recommandation Mettre au centre de toutes les formations agronomiques les principes de base de l'agriculture biologique et développer ses bonnes pratiques,** afin de transmettre ces savoirs complexes et précieux aux futur-e-s praticiens et praticiennes.

28 - Le rendement par humain est donc moindre, sauf si on prend en compte l'ensemble des dépenses énergétiques de l'agriculture chimique. Plus une agriculture est biologique et moins elle est motorisée, plus elle a un rendement énergétique positif, au-delà de 200 % ; tandis que plus elle est chimique et motorisée, plus son rendement énergétique est négatif jusqu'à -200 % et jusqu'à -700 % pour l'ensemble de la chaîne de distribution alimentaire. Heinberg R., et Bomford M., « The Food and Farming Transition: Toward a Post-Carbon Food System », Post Carbon Institute, 2009.

29 - Poux X. et Aubert P.-M., « Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine », IDDRI, SciencePo Paris, 2018, p.36 ; Antier C., Petel T., et Baret P., "Etat des lieux et scénarios à horizon 2050 de la filière des pommes de terre en Région wallonne", UCL, Sytra, 2019, p.13.

30 - Les budgets de la recherche agronomique Bio ne peuvent donc plus servir à la réduction des intrants chimiques, ni à l'agriculture de conservation avec intrants chimiques, puisque l'agriculture Bio n'en emploie pas.

31 - «L'agriculture biologique peut notamment gagner en résilience grâce à certaines techniques comme la réduction du travail du sol, les associations de cultures, ou encore l'agroforesterie. Notamment, l'agriculture Bio peut apprendre de l'agriculture de Conservation des sols et réciproquement, car comme le montre cette étude, c'est la combinaison des deux qui offre les meilleures potentialités de luttés biologiques contre certains ravageurs. Piraux G., « Agriculture biologique et agriculture de conservation : vers des systèmes ABC ? », Gembloux, thèse de master, 2019-2020 »

4 Quel chemin parcourir ? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio

- **Recommandation Favoriser et encadrer la formation en continu pour faciliter le partage d'expériences et de bonnes pratiques agro-nomiques** afin de renforcer les compétences biologiques et agroécologiques des producteurs et productrices.³²

- **Recommandation Soutenir et encadrer un conseil agricole spécialisé et indépendant** – qui n'est pas lié aux firmes de production des pesticides – pour apporter des solutions liées aux luttes biologiques et aux bonnes pratiques de production agroécologique³³.

Enfin, la conversion pour passer d'une production agricole chimique à une production alimentaire biologique demande, comme tout changement de pratiques, du temps, des compétences, une ouverture d'esprit et une motivation. La conversion en agriculture Bio est donc une étape complexe dans la vie d'un ou d'une professionnel-le agricole³⁴.

- **Recommandation Poursuivre l'accompagnement spécialisé dans la conversion en Bio et renforcer sa visibilité** avec des campagnes d'information qui mettent en avant les expériences réussies des fermiers et fermières qui sont passé-es en Bio, puisqu'il y en a déjà plus de 2000 en Wallonie.

- **Recommandation Renforcer les aides financières à la conversion en Bio et accélérer la vitesse des paiements** financiers qui arrivent aujourd'hui seulement après la première année.

- **Recommandation Cibler et accélérer la conversion en Bio prioritairement autour des zones de captage d'eau.**

4.2 Les prix de l'alimentation Bio

Les prix d'achat des aliments Bio auraient tendance à être plus élevés que certains aliments issus de la production agricole chimique, ce qui serait un frein à leur consommation pour certaines personnes. De quels prix parle-t-on et comment les faire évoluer ?

32 - Le gouvernement wallon a commencé à le faire sous l'impulsion de la ministre ECOLO de l'environnement Céline Tellier, dans le cadre du Plan de Relance. <https://tellier.wallonie.be/home/presse--actualites/communiqués-de-presse/presses/soutenir-la-transition-agroécologique--un-plan-d'action-pour-la-wallonie.html>

33 - La réforme de la nouvelle PAC prévoit des chèques-conseils pour les agriculteurs et agricultrices.

34 - Il importe de prévoir sa conversion Bio, souvent progressivement, vers plus d'autonomie (avec moins d'intrants et donc moins de coûts), pour une meilleure santé, éventuellement sur une exploitation de taille réduite, avec des ventes locales et directes pour avoir plus de valeur ajoutée et via une communauté de mangeurs et mangeuses qui s'engagent à soutenir cette production durable et saine. Il importe aussi de penser aux aides financières publiques qui permettent de valoriser la préservation des écosystèmes - qui, à leur tour, permettront une production alimentaire plus durable et résiliente sur l'exploitation. Cf. Canopea, « Terres mécaniques, déconstruire les mythes de l'agriculture », Université annuelle Canopea, 2021.

4 Quel chemin parcourir ? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio

L'agriculture Bio crée davantage d'emplois

Les coûts monétaires liés aux destructions causées par les pesticides sont de 2,3 milliards d'euros par an.

En principe, les prix doivent refléter au minimum les coûts de toute production. Ainsi, l'agriculture Bio qui demande davantage de main d'œuvre pour une même quantité de production, implique que les prix alimentaires Bio doivent être supérieurs pour payer plus de revenus – ce qui crée par ailleurs davantage d'emplois. En parallèle, l'agriculture Bio ne recourt pas à des intrants chimiques et évite ainsi des coûts intermédiaires – qui, actuellement, explosent avec les prix de l'énergie fossile³⁵.

Mais certains coûts sont cachés par le secteur agro-alimentaire industriel. D'une part, les grandes chaînes de distribution exercent une pression à la baisse sur les prix d'achat des aliments et ne rémunèrent pas suffisamment les agriculteurs et agricultrices qui doivent recevoir des subsides publics pour survivre. D'autre part, les industries agro-chimiques qui cachent les coûts liés aux conséquences de la production et de l'usage des produits chimiques. Selon une récente étude européenne, les coûts monétaires liés aux destructions causées par les pesticides sont de 2,3 milliards d'euros par an³⁶. Ces coûts ne sont donc pas payés dans les prix des aliments non-Bio, mais sont payés par les contribuables, car c'est la collectivité qui en fait les frais (coûts de dépollution et coûts publics des soins de santé). À l'inverse, les consommateurs et consommatrices d'aliments Bio doivent actuellement payer un coût supplémentaire pour couvrir les frais de la labellisation Bio qui certifie qu'il n'y a pas de coûts cachés contre l'environnement, ni sur la santé publique.

La certification Bio

La certification Bio doit être réalisée à chaque étape : depuis la production jusqu'à la distribution, en passant par la transformation. Par exemple, quand vous achetez un morceau de viande labellisée Bio, vous payez au moins 5 niveaux de certification : intrants / production / abattage / découpe / magasin. Ainsi, le produit coûte de plus en plus cher tout au long de la chaîne. Tandis que la production et la consommation alimentaire via l'agriculture chimique ne paient pas pour être contrôlée et labellisée « avec pesticides qui détruisent en partie l'environnement et dégradent la santé, aux frais de tous les contribuables ». Cette charge contre le Bio pousse actuellement certaines personnes à produire en respectant les normes Bio, mais sans se faire certifier, ni bénéficier des aides Bio auxquelles elles ont droit.

35 - L'énergie fossile est limitée et son prix augmente plus vite que le coût de la main d'œuvre. Il y a donc une tendance à ce que l'écart entre les coûts Bio et chimiques diminue en faveur du Bio.

36 - Ces coûts sont deux fois supérieurs aux bénéfices annuels remportés par les firmes qui vendent ces produits chimiques. La quantité de pesticides vendues par l'UE est de 350.000 tonnes par an (Eurostat). BASIC, « Pesticides. Un modèle qui nous est cher », 2022. De même, plus de 11 millions de tonnes d'azote minéral sont produites chaque année pour l'agriculture de l'Union européenne, ce qui représente une part significative des gaz à effet de serre européen et cause l'eutrophisation et la pollution des eaux, sans être pris en compte dans les coûts de vente. Eurostat, Agriculture, forestry and fishery statistics, 2020, p.78.

4 Quel chemin parcourir ? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio

Ensuite, les prix doivent valoriser la qualité des biens et services produits. Les aliments Bio devraient alors légitimement bénéficier de prix supérieurs pour favoriser leur production. Mais, la valeur des produits est aussi influencée par les marges des intermédiaires de la transformation éventuelle et de la distribution qui peuvent se faire au détriment de l'accessibilité à une alimentation de qualité pour le plus grand nombre. Une récente enquête de BioWallonie et de Consom'action démontre ainsi que certaines grandes chaînes de distribution fixent des marges bénéficiaires plus importantes sur certains aliments Bio comparativement aux aliments non-Bio. Par exemple, en grandes surfaces, un chou-fleur Bio sera vendu avec une marge de 140 %, alors que le chou-fleur non-Bio sera vendu avec une marge de 50 % ; pourtant ils auront tous les deux été achetés à des prix équivalents (1,18€ et 1,37€ ; le non-Bio 14 % moins cher seulement)³⁷.

Enfin, le budget des consommateurs et consommatrices contraint les choix alimentaires, souvent en faveur des biens les moins chers, pour augmenter les autres consommations possibles (logement, santé, loisirs...). Les choix alimentaires peuvent donc être facilités pour une alimentation saine et durable par un rééquilibrage des prix qui prendra en compte tous les coûts et toutes les valeurs de production. Le rééquilibrage des prix passe par des mesures politiques qui agissent sur le cadre économique et le niveau des taxes et des primes financières.

• **Recommandation Mettre en place un éco-score et un observatoire des prix alimentaires et de leurs marges,** pour faire la transparence sur la fixation des prix et les comparer au regard de toutes les conséquences liées à la production de chaque aliment, pour notre santé, l'environnement, le bien-être animal et les générations futures³⁸. Étayer ces informations permet un choix alimentaire éclairé pour les consommateurs et les consommatrices, et notamment de déconstruire certaines croyances, puisqu'il arrive aussi que des aliments Bio soient moins chers que les aliments non-Bio de certaines marques.

• **Recommandation Corriger les prix par l'intégration des coûts liés aux destructions environnementales et à leurs conséquences sanitaires** causées par l'agriculture chimique. Il s'agit d'internaliser les externalités. Par exemple, instaurer un signal prix via une TVA à 21 % sur les pesticides, alors qu'ils ont actuellement un régime fiscal à 12 %. L'OCDE recommande d'ailleurs à la Belgique d'instaurer une taxe environnementale, selon l'application du principe « pollueur-payeur », pour préserver ses ressources naturelles³⁹.

37 - SudInfo par Sabrina Berhin, « Comment les supermarchés se font un max de profit sur le Bio », 20 mars 2023.

38 - L'éco-score est un score global qui reprend les aspects environnementaux, climatiques, durables, justes et nutritionnels. C'est dans le prolongement du nouvel indicateur C'Durable, développé par la FUGEA.

39 - Selon les recommandations de l'OCDE : Examens environnementaux de l'OCDE, Belgique 2021, version abrégée, pp.30-33.

4 Quel chemin parcourir ? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio

• **Recommandation Rééquilibrer les prix par une baisse de la TVA sur les aliments Bio**, même temporairement, afin de compenser la concurrence déloyale subie jusqu'ici par les coûts cachés des productions alimentaires non-Bio. Ce différentiel des prix permettra aussi de faciliter les choix alimentaires pour améliorer la santé des individus et de la collectivité, tout en protégeant les écosystèmes à long terme.

• **Recommandation Prendre en charge les coûts de la labellisation Bio pour toute la chaîne alimentaire par la collectivité**, puisque la majorité des avantages liés à la production alimentaire Bio sont au bénéfice de tout le monde (sécurité environnementale, maintien des écosystèmes nourriciers, bien-être animal, sécurité sanitaire sans coûts de dépollution ou de guérison de cancers). Il serait contre-productif de continuer à faire payer davantage aux personnes qui consomment et qui produisent une alimentation dont les effets sont positifs pour l'ensemble de la collectivité.

• **Recommandation Assurer la rentabilité de la main d'œuvre agricole Bio**, par des aides financières directes tant que les prix ne sont pas rééquilibrés⁴⁰. À cet égard, la nouvelle PAC wallonne 2023-2027 vient d'augmenter légèrement toutes les primes Bio⁴¹.

4.3 Le marché de la consommation Bio

Si le marché de l'alimentation Bio était au départ un marché structuré entre des producteurs et productrices engagé-es dans des pratiques durables et des consommateurs et consommatrices de proximité avec la volonté de soutenir ces pratiques de production, il s'est rapidement étendu avec l'apparition de son label. Aujourd'hui presque tout le monde en Wallonie consomme au minimum une fois Bio par an et 77 % de la population dit vouloir en consommer davantage à l'avenir⁴². Mais cette expansion reste actuellement limitée en parts de marché (5 % des ventes).

• **Recommandation Instaurer des éco-chèques alimentaires ciblés sur l'alimentation Bio**. Par exemple, pour commencer de manière progressive, une part des chèques alimentaires actuels serait exclusivement dédiée à l'alimentation Bio, avec 50€ par mois. Ceci permettrait de se rapprocher de l'objectif fixé par le ministre (MR) de l'Agriculture et de l'Economie Willy Borsus, à savoir atteindre 15 % des parts du marché alimentaire en Bio. Le Collège des Producteurs a calculé que cela représente un panier moyen annuel en aliments Bio de 460€ par habitant-e.

40 - Actuellement, le déséquilibre est tel que les aides financières représentent près de 50 % du revenu agricole moyen (Bio et non-Bio confondus). https://etat-agriculture.wallonie.be/contents/indicatorsheets/EAW-A_1_a_2.html#

41 - Les ministres ECOLO ont plaidé pour et obtenu ces augmentations, avec notamment la nouveauté de soutenir les maraîchers et maraîchères Bio diversifié-e-s sur petites surfaces.

42 - Biowallonie, « Les chiffres du Bio 2020 », 2021.

4 Quel chemin parcourir? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio

• **Recommandation Soutenir toutes les cantines de collectivités publiques pour qu'elles proposent des aliments Bio.** C'est actuellement la politique menée par la ministre (ECOLO) de l'Environnement Céline Tellier dans la stratégie « Food Wallonia » et « Manger Demain », avec le label « cantine durable ». Il s'agit d'un accompagnement gratuit et d'un financement public jusqu'à 70 % des prix des produits Bio, pour les cantines de collectivités qui s'inscrivent dans un plan d'action pour augmenter leur utilisation d'aliments locaux et durables⁴³.

• **Recommandation Communiquer sur les avantages de la production et de la consommation alimentaire Bio,** via des moyens à la hauteur des objectifs fixés. C'est le cas de l'Union européenne qui alloue 49 millions d'euros à la promotion des produits biologiques cette année, soit 27 % de son budget total pour la promotion des produits agricoles de l'UE sur son territoire et à l'étranger (avec l'objectif d'atteindre 25 % de production agricole Bio). En Wallonie, l'APAQ-W n'atteint pas cette promotion des aliments Bio.

4.4 La chaîne de transformation

Ce maillon de la chaîne alimentaire est moins documenté, ce qui n'aide pas le secteur de la transformation à se lancer dans le Bio par manque d'information et de réseau.

• **Recommandation Augmenter la sensibilisation aux enjeux agricoles, sanitaires, environnementaux et de bien-être animal dans les formations culinaires** pour préparer les futur-e-s cuisiniers et cuisinières à la transformation des produits du terroir et de saison, et à pouvoir répondre aux attentes des consommateurs et consommatrices, notamment sur leur intérêt pour l'alimentation Bio.

• **Recommandation Encourager l'Horeca à transformer les produits alimentaires Bio** en lui apportant un accompagnement, une mise en réseau et une meilleure visibilité de son choix Bio, comme c'est actuellement le cas à Bruxelles, avec le ministre (ECOLO) de la Transition climatique Alain Maron qui développe la stratégie et le logo Good Food⁴⁴. De plus, il est important que les pouvoirs publics prennent en charge le coût de la certification Bio sur toute la chaîne alimentaire, comme précisé dans les recommandations sur le rééquilibrage des prix, et en passe d'être mis en œuvre à Bruxelles.

43 - <https://www.mangerdemain.be/>
<https://tellier.wallonie.be/home/presse--actualites/communiques-de-presse/presses/trois-appels-a-projets-pour-renforcer-la-souverainete-alimentaire-en-wallonie.html>

44 - <https://goodfood.brussels/fr/content/la-strategie-good-food-2-2022-2030>
<https://goodfood.brussels/fr/bottin>

4 Quel chemin parcourir ? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio

• **Recommandation Développer les infrastructures de transformation locales et soutenir leurs opérations Bio** qui doivent se faire avant le traitement des aliments non-Bio. Sans cela, il est difficile pour l'Horeca d'être fourni régulièrement et localement en Bio⁴⁵.

4.5 Les contrôles Bio et la sécurité

En Belgique, le label Bio est contrôlé par quatre organismes indépendants : Certisys, TuvNord, FoodChainID et le Comité du lait. En 2022, la Cour des comptes a publié un rapport sur l'agriculture Bio qui pointe que les organismes de contrôle Bio, s'ils travaillent beaucoup en comparaison avec d'autres pays, ne sont eux-mêmes pas contrôlés par les pouvoirs publics wallons et que les produits Bio importés manquent de contrôle. De plus, ce sont actuellement les personnes qui se font contrôler qui paient leur contrôle (les producteurs-productrices, transformateurs-transformatrices), ce qui implique un conflit d'intérêt chez l'organisme de contrôle.

• **Recommandation Superviser les contrôles de la certification Bio par les pouvoirs publics** (agrément contrôlé) qui prennent en charge ces coûts sur toute la chaîne de production et les accompagner de sanctions adaptées, relevées et plus rapides.

Au-delà du contrôle des labels Bio, une surveillance générale est nécessaire pour garantir la sécurité et améliorer la mesure des dangers des pesticides et des risques de contaminations.

• **Recommandation Respecter les interdictions des produits chimiques reconnus toxiques** et arrêter les dérogations en la matière. Actuellement, le ministre fédéral de l'Agriculture, David Clarinval (MR), accorde encore des dérogations pour la vente de pesticides interdits dans l'Union européenne⁴⁶.

• **Recommandation Financer des études indépendantes sur les effets environnementaux et sanitaires des produits chimiques** et des aliments Bio, sur le long terme, et poursuivre les évaluations ponctuelles des taux de contamination⁴⁷. Il s'agit également de renforcer la méthodologie des tests sanitaires et de prendre en compte les effets cumulatifs des substances toxiques qui s'accumulent dans l'organisme⁴⁸. La réglementation européenne évolue d'ailleurs en ce sens pour mieux contrôler les

45 - Voir les projets de relocalisation alimentaire soutenus par le Gouvernement wallon à l'initiative de la Ministre (ECOLO) Céline Tellier. <https://tellier.wallonie.be/home/presse--actualites/communiqués-de-presse/presses/46-projets-pour-soutenir-la-relocalisation-de-l'alimentation-en-wallonie.html>

46 - Ces produits sont interdits car leur toxicité est reconnue. À cet égard, le ministre Clarinval est assigné en Justice. <https://www.lesoir.be/503136/article/2023-03-24/le-ministre-federal-david-clarinval-assigne-en-justice>

47 - <http://environnement.sante.wallonie.be/biomonitoring-wallon>

48 - <https://www.iew.be/pesticides-a-quand-la-fin-du-cirque>

4 Quel chemin parcourir ? Les recommandations politiques pour encourager les productions et les consommations alimentaires Bio

substances avant d'accepter leurs autorisations de mise sur le marché (REACH).

• **Recommandation** **Etablir le suivi cartographique des superficies Bio** et des superficies non-Bio, avec le taux et la fréquence des pesticides pulvérisés, comme c'est le cas en France⁴⁹.

4.6 La participation pour le Bio

Le mouvement pour l'agriculture biologique réunit depuis toujours des producteurs-productrices et des consommateurs-consommatrices qui entendent valoriser une alimentation saine.



Label Biogarantie®
Belgium

• **Recommandation** **Renforcer la participation des parties prenantes dans l'élaboration des cahiers des charges Bio.** Notamment, augmenter la démocratie alimentaire, via la constitution de Conseils de Politique Alimentaires locaux et la mise en place de commissions agroécologiques pour recueillir le partage des bonnes pratiques agricoles⁵⁰. À ces égards, **valoriser le développement du label Biogarantie® Belgium** qui apporte des garanties supplémentaires, souvent demandées par les consommateurs et les consommatrices, pour favoriser la biodiversité, renforcer le bien-être animal et assurer aux aliments Bio d'être produits et transformés à 100 % en Belgique. Il ajoute également des normes pour garantir des prix équitables et minimiser les transports, les emballages et les déchets⁵¹.

Une récente étude montre d'ailleurs qu'acheter des aliments Bio dans les magasins spécialisés en Bio (et en vente directe à la ferme ou sur les marchés), permet de réduire considérablement le gaspillage en plastique, comparativement aux grandes surfaces, et d'avoir une garantie de produits Bio ET locaux. **Dans les magasins spécialisés en Bio, 87 % des fruits et légumes et 100 % des viandes viennent de Belgique, alors que c'est seulement le cas de 26 % des fruits et légumes Bio et 33 % des viandes Bio en grandes surfaces**⁵². Ainsi, consommer Bio et local renforce encore la résilience et l'activité économique du territoire⁵³.

49 - <https://solagro.org/nos-domaines-d-intervention/agroecologie/carte-pesticides-adonis>
<https://www.agencebio.org/cartobio/>

50 - La ministre ECOLO de l'Environnement soutient la mise en place des commissions agroécologiques. <https://tellier.wallonie.be/home/presse--actualites/communiques-de-presse/presses/46-projets-pour-soutenir-la-relocalisation-de-l'alimentation-en-wallonie.html> ; <https://tellier.wallonie.be/home/presse--actualites/communiques-de-presse/presses/soutenir-la-transition-agroecologique-un-plan-d'action-pour-la-wallonie.html>

51 - La gestion du label Biogarantie® est confiée, du côté francophone, à l'union professionnelle [Probila-Unitrab](#) pour les préparateurs/transformateurs, distributeurs, points de vente et catering et à [l'UNAB](#) pour les Producteurs. Du côté néerlandophone, le label Biogarantie® est géré par [BioForum Vlaanderen](#)

52 - <https://jepasseauvrac.be/observatoire-bio-vrac/>

53 - <https://biomonchoix.be/>

5 Conclusion

Cette analyse met en évidence les avantages apportés par une agriculture et une alimentation biologiques, au niveau de la santé humaine, de l'environnement, du bien-être animal et de la durabilité des écosystèmes pour les générations futures. Si le fait que le Bio est un choix positif pour toute la société ne fait aucun doute, un soutien public avec des mesures fortes est nécessaire pour atteindre les objectifs de 30 % d'agriculture Bio et de 15 % des parts du marché alimentaire en Bio d'ici 2030. Cette étude recommande notamment une internalisation des coûts des pesticides dans le prix et des soutiens divers au secteur Bio comme par exemple de renforcer la recherche, la formation et le conseil en agriculture Bio ; de communiquer sur les bienfaits du Bio ; de soutenir la production, la transformation et la consommation Bio, via des primes, des infrastructures locales, des éco-chèques alimentaires, des coups de pouce dans les cantines de collectivités ; d'encadrer le marché par un observatoire des prix et des marges bénéficiaires ; d'améliorer les contrôles et de prendre en charge les coûts de la certification par les pouvoirs publics pour les produits Bio qui offrent des avantages à toute la société.

- Publications précédentes

Slow Fashion : La nécessaire transition de l'industrie du textile et de l'habillement, 04/2022

Au pays de la pluie, il fait trop sec, 07/2022

La transition écologique, un levier majeur pour la création d'emplois, 03/2023



Auteur :
Jules Piraux

Notre conseiller « agriculture – alimentation » fait de la transition agroécologique une priorité. Nous privilégions une approche participative pour développer la relocalisation des filières agricoles et encourager la multiplication des systèmes alimentaires en circuits courts. Nous voulons augmenter la résilience des pratiques agricoles pour assurer une alimentation saine, préserver l'environnement, restaurer la biodiversité, diminuer le réchauffement climatique et valoriser la création d'emplois locaux et nourriciers, au cœur du changement.